



Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITE DES NATIONS UNIES EN RDC A LA DATE DU 16 OCTOBRE 2019

MONUSCO :

La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies, le leadership et tous les personnels de la MONUSCO présentent leurs sincères condoléances aux familles des victimes du tragique accident d'avion survenu jeudi dernier dans la province du Sankuru ainsi qu'à l'ensemble du peuple congolais.

En ces moments difficiles, la MONUSCO a naturellement répondu favorablement aux demandes de soutien du Gouvernement congolais pour la conduite des opérations de secours. Il s'agit d'un appui logistique qui consiste principalement en l'organisation de vols, depuis samedi dernier, vers la zone où le cargo militaire s'est écrasé. L'objectif est de faciliter l'accès des autorités congolaises au site et de contribuer à la récupération et au rapatriement des dépouilles.

La Mission mène régulièrement ce type d'opérations de protection civile à la demande des autorités, qu'il s'agisse d'interventions en cas d'incendie ou de catastrophes aériennes, ferroviaires ou routières. Il est normal que la MONUSCO mette ses moyens matériels à la disposition du peuple congolais et contribue ainsi à alléger ses souffrances.

Suite à la session consacrée à la République démocratique du Congo et à la MONUSCO mercredi dernier, les membres du Conseil de sécurité ont publié hier un communiqué de presse dans lequel ils saluent la formation d'un nouveau gouvernement de coalition et encouragent ce dernier à placer les besoins du peuple congolais au-dessus d'intérêts partisans.

Ils rappellent l'importance de réaliser les engagements du Président Tshisekedi, notamment en matière de renforcement de l'état de droit, de respect de la liberté d'opinion et d'expression, de lutte contre la corruption et de construction de la paix.

Cette paix durable à laquelle tout le monde aspire tout comme la consolidation de la transition politique actuelle dépendent, toujours selon les membres du Conseil de sécurité, de la stabilité politique et sécuritaire et de la présence renforcée de l'état dans les zones de conflit.

A ce titre, ils accueillent favorablement la volonté de réforme des forces de défense et de sécurité congolaises afin d'en renforcer le professionnalisme et l'intégrité. Ils encouragent également le Gouvernement à poursuivre une approche flexible pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration des ex-combattants dans la vie civile en leur proposant des alternatives et opportunités économiques durables.

Tout en saluant les initiatives en cours, les membres du Conseil de sécurité rappellent l'importance pour la RDC et ses voisins de travailler ensemble afin de lutter contre l'insécurité dans l'est du pays. Persuadés que le développement économique durable de la région sera un élément moteur pour la paix régionale et pour traiter

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

les causes profondes du conflit, ils suggèrent une approche intégrée prenant en compte la coopération économique et l'intégration.

Le communiqué aborde également la question sécuritaire. A ce sujet, le Conseil de sécurité fait part de sa préoccupation face à la détérioration de la situation dans le Nord-Kivu et à la persistance de l'insécurité dans les provinces du Sud-Kivu et de l'Ituri.

D'une part, le Conseil condamne une nouvelle fois les groupes armés et leur demande de cesser tout acte de violence, d'abus et de violations des droits de l'homme et du droit humanitaire international. D'autre part, il appelle les FARDC et la Mission à mieux travailler ensemble afin de neutraliser les groupes armés.

Autre sujet préoccupant : la situation humanitaire actuelle avec notamment la menace que représentent les épidémies d'Ebola, de rougeole et de choléra.

Enfin s'agissant de la MONUSCO, les membres du Conseil de sécurité sont convaincus que la Mission a un rôle déterminant à jouer afin de relever les défis sécuritaires et humanitaires auxquels fait face la RDC. C'est dans ce cadre qu'ils attendent que leur soit remis prochainement le rapport de la revue stratégique indépendante avant de mener des discussions sur le renouvellement de notre mandat.

Nord-Kivu :

A Beni, une délégation de la MONUSCO, avec à sa tête, le chef de bureau, M. Omar Aboud, s'est rendue le samedi 12 octobre, dans le quartier Rwangoma à la périphérie sud-ouest de la ville pour échanger avec les populations qui commencent à rentrer chez elles après avoir fui le quartier en raison des attaques à répétition des ADF.

Le quartier qui comptait près de 20 000 habitants a été abandonné par les populations après le massacre du 13 août 2016 où plus d'une cinquantaine de personnes ont été tuées par les ADF. Aujourd'hui, selon le chef de quartier, 60 % de la population sont revenus. Cela grâce à la présence de la PNC dont le poste de commandement (un container avec panneau solaire) a été installé il y a plus d'un mois avec l'appui de la MONUSCO, notamment de UNPOL, dans le cadre de la Solib (Stratégie Opérationnelle Intégrée de lutte contre l'insécurité à Beni).

Remise officielle hier mercredi 15 septembre 2019 du projet d'amélioration de la sécurité sur le tronçon routier Ngadi-Kipriani, long de plus d'un kilomètre, vers la sortie nord-est de la ville de Beni sur la route de Mavivi.

Ce projet qui a consisté en l'électrification et le désherbage de cet axe routier très insécurisé, a permis, selon le président de la jeunesse de Kipriani de diminuer sensiblement les cas de banditisme. En outre, les femmes de Ngadi et Kipriani peuvent désormais entreprendre des activités champêtres le long de cet axe. Le projet, d'un montant de près de 50 000 dollars a un double objectif : sécuriser cet axe routier, mais aussi occuper les jeunes à risque à travers les différents travaux communautaires afin de les empêcher d'être tentés de rejoindre les groupes armés.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

A Goma, du 8 au 11 octobre 2019 les sections substantives des Affaires civiles, de la Protection de l'enfant, du DDRRR et de Genre ont organisé une mission conjointe d'évaluation de protection des populations civiles à Hombo situé au Nord de Walikale.

Les objectifs de cette mission consistaient notamment à évaluer les inquiétudes des populations civiles provoquées par l'activisme des Mayi-Mayi Kifuafua dans le groupement Waloa Loanda (à l'est de Hombo). Il s'agissait aussi de rassembler des informations sur les conflits coutumiers en cours et d'évaluer la capacité des acteurs locaux de la protection à traiter les problèmes sécuritaires. Sur le terrain les équipes ont tenu des réunions avec les autorités locales ainsi qu'avec des représentants de la société civile et des déplacés internes. Parmi les principaux problèmes évoqués figuraient la faible présence de l'autorité de l'État et les violations récurrentes de MM. Kifuafua dans de multiples localités du groupement Waloa Luanda, notamment des arrestations arbitraires, du travail forcé et des taxes illégales, en particulier dans les villages de Kilambo, Biriko, Lukaraba, Manje et Kiuli.

Toujours à Goma s'est déroulée, le 13 octobre, une réunion animée par la section des Affaires civiles en collaboration avec le Mwami Bashali visant à apaiser les tensions grandissantes entre les différentes communautés de Kitshanga et à trouver des solutions y afférentes. La session a réuni 53 acteurs de la société civile, dont des responsables de jeunesse parmi lesquels le conseil local de la jeunesse, LUCHA et le secrétaire de la chefferie Bashali, les FARDC et la PNC. Au cours de la réunion, la section des Affaires civiles a encouragé le dialogue entre les représentants de la jeunesse et les services de sécurité et a souligné l'importance d'une bonne collaboration.

La police des Nations Unies (UNPOL) à Goma poursuit les formations des agents de la PNC. Initiées depuis le 23 septembre 2019, ces formations qui portent sur les techniques de maintien et du rétablissement de l'ordre public sont à leur quatrième et dernière phase qui sera clôturée le 19 octobre courant. 598 agents de la PNC dont 16 femmes ont pris part à ce long cycle de formation. Les modules ont permis aux agents de la PNC de se familiariser avec les notions des droits de l'homme applicable au maintien de l'ordre. Les exercices pratiques faits sur le terrain leur ont permis également de lier la théorie à la pratique.

En Ituri :

Le Commandant de la Force de la MONUSCO, le Général Elias Rodriguez Martins Filho s'est rendu à Bunia en Ituri le jeudi 10 octobre 2019 dans le cadre de sa tournée d'au revoir aux troupes onusiennes engagées en RDC. Le Général E. Filho a d'abord remercié les Casques bleus pour leur engagement pour la protection des civils, parfois au péril de leurs vies.

Il les a ensuite invités à travailler en étroite collaboration avec toutes les composantes de la MONUSCO : civile, policière, ..., car pour lui, la protection des civils n'est pas seulement une tâche militaire, elle est l'affaire de tout le monde. Par la même occasion, le patron des Casques bleus de la MONUSCO a remis la « médaille de mérite des Nations Unies » à quelque 320 Casques bleus du contingent bangladais de la MONUSCO basés en Ituri, « symbole de la reconnaissance du dévouement, de la loyauté et des services rendus à la noble cause de la Paix et de l'humanité ».

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Suite à l'insécurité récurrente dans le territoire de Djugu situé à une soixantaine de kilomètres de Bunia, capitale provinciale de l'Ituri, insécurité due à l'activisme des groupes armés locaux qui s'en prennent régulièrement aux populations civiles et ayant occasionné des déplacements massifs de populations, il s'est tenu du 8 au 9 octobre 2019, un atelier de renforcement des capacités de la société civile et des autorités locales à Nizi, chef-lieu de la Chefferie de Mambisa à une trentaine de kilomètres au nord de Bunia.

Trente participants y ont pris part dont 12 femmes. L'atelier a été organisé par le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme en Ituri, en collaboration avec la section des Affaires civiles de la MONUSCO Bunia et la Commission nationale des droits de l'homme, CNDH – Antenne de l'Ituri. Pour les organisateurs, l'objectif était d'outiller les participants aux notions de base des droits humains d'abord, ensuite sur le droit international humanitaire, les stratégies globales de protection des civils et les mécanismes d'alerte, les techniques de monitoring/reporting des incidents, mais également les stratégies de lutte contre les violences sexuelles.

Le 4 octobre 2019, un dialogue de renforcement de la confiance entre la communauté Lendu et les forces de sécurité congolaises s'est tenu à Pimbo (à 45 km de Bunia) en Ituri. Environ 120 responsables de communautés, dont 9 femmes, ont participé à ce dialogue qui a bénéficié du soutien de la MONUSCO.

Au cours des échanges, les dirigeants de la communauté Lendu ont exprimé leur volonté de soutenir cette initiative qui vise à rétablir la paix et la sécurité dans le territoire instable de Djugu / Ituri. Il convient de mentionner qu'une activité similaire a eu lieu le 3 octobre à Kpandroma (115 km de Bunia) avec 175 participants. Un autre dialogue visant à renforcer la confiance est programmé pour les prochains jours à Masumbuko dans la Chefferie Walendu-Tatsi toujours dans le Territoire de Djugu. Pour rappel, ces dialogues font partie de la feuille de route des Lendu pour la paix et le développement dans ce Territoire, résultat du dialogue intracommunautaire qui s'est tenu du 13 au 16 juillet 2019 à Kpandroma, avec le soutien de la MONUSCO.

À la suite d'incidents à répétition entre deux Communautés (Hema et Lendu) dont certains remontent déjà à plusieurs dizaines d'années, le Tribunal militaire Garnison de Bunia a condamné le 28 septembre 2019, 55 prévenus dont des éléments des FARDC et de la PNC à la servitude pénale à perpétuité ; de plus, ils vont devoir payer la somme de 4 837 000 USD à titre de dommages et intérêts aux victimes. Le Tribunal a également confirmé leur détention.

Sept prévenus ont été acquittés ; cependant, 14 autres prévenus ne connaîtront jamais leur sentence, car décédés pendant leur détention en prison, ce qui éteint de facto l'action publique à leur égard. Par ailleurs, 10 AK47, une bombe, des minutions et plusieurs armes blanches ont été confisqués. A noter que l'Etat congolais a été déclaré civilement responsable : outre les frais de condamnation qu'il doit supporter, il doit également payer et solidairement avec les condamnés, les intérêts civils au profit des victimes estimés à 4 837 000 USD pour tous les préjudices moraux, matériels, psychologiques et financiers subis. D'ores et déjà, au regard de la condamnation à perpétuité, le ministère public a promis d'interjeter appel de la décision.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Ce procès est l'un des appuis les plus importants de la MONUSCO à la justice militaire congolaise et se veut un signal fort envoyé aux auteurs de crimes et autres violences dans le cadre de la lutte contre l'impunité et la protection des civils.

Le samedi 12 octobre, se réunissait le Comité technique conjoint du Projet Pamoja Kwa Amani (Ensemble pour la Paix, en swahili) pour une évaluation à moins de trois mois de sa clôture qui interviendra le 31 décembre prochain.

On retiendra que les résultats sont globalement satisfaisants. Lancé en 2017, le Projet rentre dans le cadre du STAREC-ISSSS ; il couvre sept entités décentralisées dans le sud d'Irumbu, dont Walendu-Bindi, Bahema-Sud. D'un montant de 6,5 millions USD, il vise la stabilisation de la zone fortement perturbée par l'insécurité, les conflits fonciers ou identitaires. Parmi les retombées de ce projet, on peut noter sur le plan sécuritaire, une amélioration significative caractérisée par la baisse des violations des droits humains. Rien que pour l'année 2018, nous sommes passés de 62 incidents (exactions diverses, pillages, etc.) à 8 cas depuis le début de 2019. De même, par rapport à la restauration de l'autorité de l'Etat, il y a eu aussi amélioration des services de l'Administration locale suite à la mise en place d'un commissariat de la PNC à Mitego. Comme autre résultat positif, on peut encore citer le relèvement communautaire dans les secteurs de la pêche, de l'élevage et agricole : plus de 2500 bénéficiaires dont 30 % de femmes ont été accompagnés pour leur autonomisation socio-économique.

Pour rappel, l'ISSS, Stratégie internationale de soutien à la sécurité et la stabilisation pour l'est de la RDC, a été conçue pour soutenir la mise en œuvre du Plan de stabilisation et de reconstruction de la RDC (STAREC) ; l'ISSSS est un cadre d'harmonisation des efforts de la Communauté internationale.

La Coordination pour la réponse d'urgence des Nations Unies contre Ebola a affrété lundi 14 octobre 2019 deux avions de la MONUSCO à bord desquels deux Gouverneurs de province (Ituri et Nord-Kivu) et leurs délégations respectives ainsi que les chefs de Bureau de la MONUSCO Bunia et Beni ont voyagé pour se rendre à Biakato à 250 kilomètres de Bunia en Ituri pour un objectif : parler d'Ebola, cette maladie dont certains ici continuent à nier l'existence et l'assimilent à une « invention ».

Devant plusieurs milliers de personnes dont de nombreux écoliers et femmes, les deux gouverneurs de Provinces accompagnés de députés provinciaux du Nord-Kivu et de l'Ituri ont rappelé aux populations qu'Ebola est une réalité qui tue et freine le développement de la région. L'essentiel des messages à destination des populations de Biakato situé à la limite entre les deux provinces a tourné autour des moyens de prévention contre la maladie mais surtout de la nécessaire implication de la population.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Police MONUSCO :

Dans le cadre du renforcement des capacités de la Police Nationale Congolaise (PNC), la police MONUSCO du secteur de Kinshasa a lancé, en début octobre 2019 à Kinshasa, la première session de recyclage sur la police de la circulation routière au profit de 50 éléments dont cinq femmes du Commissariat Provincial de Kinshasa. Cette formation a comporté deux phases, une première théorique et une seconde pratique sur la voie publique. Cette session de recyclage a duré une semaine.

A Beni, la Police MONUSCO, à travers son Unité de Police Constituée Indienne (INDFPU), a activement participé à des opérations de sécurisation menées par la PNC et les FARDC. Le 8 octobre 2019, l'opération menée au quartier Maba-Kanga dans la commune de Rwenzori a permis de mettre la main sur 52 personnes dont 7 femmes et 16 militaires, neuf armes AK47, des munitions en vrac, du chanvre à fumer et des produits provenant de divers délits ont été trouvés et saisis par la PNC. Dans les communes de Mulekera et Beu, cette opération, toujours avec l'appui de la Police MONUSCO a permis l'interpellation des 32 personnes dont 3 militaires et 10 femmes ; la saisie d'arme, munitions, détecteurs de mines anti-personnel de gilets pare-balles et divers autres matériels.

Dans le but de renforcer la sécurité des citoyens et le respect des libertés fondamentales, 50 officiers de la police judiciaire (OPJ) dont 7 femmes de la PNC ont participé, le 8 octobre 2019, à une formation de cinq jours au commissariat provincial de la ville de Kinshasa sur le thème : « La Police judiciaire au service d'un état de droit ». L'objectif est d'outiller les Officiers de Police Judiciaire (OPJ) dans la confection des Procès-verbaux et l'instruction des affaires judiciaires.

Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre du Mandat de la MONUSCO notamment dans son volet de protection de l'enfant, la Police des Nations Unies (UNPOL) a mené une séance de sensibilisation et d'information sur le mandat de la Mission et le rôle du personnel en uniforme dans la protection de l'enfant, le 4 octobre 2019 à l'école PENUUEL du quartier de Busito à Rutshuru.

Près de 120 élèves, dont 45 filles, étaient présents ainsi que le personnel administratif et enseignant.

Equipe de pays :

Alimentation :

Aujourd'hui, la Journée mondiale de l'alimentation marque aussi le 74ème anniversaire de la FAO, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Avec des événements organisés dans 150 pays, c'est l'une des plus importantes manifestations du calendrier des Nations Unies. Cette année, la Journée mondiale de l'alimentation a pour thème l'alimentation saine. La priorité absolue de la FAO est l'éradication de la faim dans le monde en s'attaquant à toutes les formes de malnutrition.

L'association de régimes alimentaires malsains et de modes de vie sédentaires a entraîné l'escalade des taux d'obésité, non seulement dans les pays développés, mais aussi dans les pays à faible revenu où la faim et l'obésité

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

coexistent souvent. A l'heure actuelle, alors que plus de 800 millions de personnes souffrent de la faim, plus de 670 millions d'adultes et 120 millions de filles et de garçons de 5 à 19 ans sont obèses, et plus de 40 millions d'enfants de moins de cinq ans sont en surpoids.

Atteindre l'objectif Faim Zéro d'ici 2030, ce n'est pas juste s'attaquer au problème de la faim dans le monde, c'est aussi nourrir les personnes et prendre soin de la planète. Cette année, la Journée mondiale de l'alimentation lance un appel à l'action à tous les secteurs afin que tous puissent bénéficier d'une nourriture saine et durable à des prix abordables. En même temps, elle invite chacun d'entre nous à commencer à s'interroger sur ce que nous mangeons.

La FAO fournit un appui stratégique et technique et renforce les capacités des institutions gouvernementales et autres acteurs pour la mise en œuvre de normes et de politiques sensibles à la nutrition dans le but de créer une offre d'aliments nutritifs, accessibles et à des prix abordables, et ce, dans une optique durable. Cela implique un travail en étroite collaboration avec les États membres afin de veiller à la disponibilité de données quantitatives et qualitatives au niveau national en garantissant leur diffusion et leur utilisation par le biais d'ateliers de formation, de consultations techniques et de réunions régionales en phase avec les éléments scientifiques disponibles.

Pauvreté :

Demain, c'est la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, avec pour thème cette année : Agir ensemble pour donner aux enfants, à leurs familles et à la société les moyens de mettre fin à la pauvreté.

Cette année, alors que la Convention internationale des droits de l'enfant célèbre ses 30 ans, il est nécessaire de rappeler que les Etats parties à la Convention, dont évidemment la République démocratique du Congo, ont reconnu le droit de tout enfant à un niveau de vie suffisant pour permettre son développement physique, mental, spirituel, moral et social. Lorsque la pauvreté des enfants est reconnue comme étant un déni des droits de l'enfant, les personnes qui occupent des postes à responsabilités ou des postes de pouvoir sont juridiquement tenues de promouvoir, de protéger et d'œuvrer à la réalisation des droits des enfants. Il est en outre impératif de reconnaître les discriminations qui touchent plus particulièrement les filles, et d'y mettre fin. Sur les médias sociaux, vous pouvez également participer à la campagne visant à réclamer des mesures afin d'éliminer la pauvreté, en utilisant #EndPoverty.

Rougeole :

Alors que la rougeole a causé plus de 4.000 morts en République démocratique du Congo, l'UNICEF achemine des kits médicaux dans les centres de santé des zones à risque et vaccine des milliers d'enfants.

Depuis janvier 2019, 203.179 cas de rougeole ont été signalés dans les 26 provinces du pays. Les enfants de moins de cinq ans représentent trois quarts des infections et près de 90% des décès. Le nombre de cas de rougeole en RDC a triplé cette année par rapport à 2018.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Cette semaine, 1 111 kits médicaux supplémentaires seront acheminés aux centres de santé dans les zones à risque de rougeole. Ces kits contiennent des antibiotiques, des sels de réhydratation, de la vitamine A, des analgésiques, des antipyrétiques et d'autres fournitures pour soigner plus de 111 000 personnes infectées par cette maladie virale hautement contagieuse et potentiellement mortelle.

Au cours de l'année écoulée, l'UNICEF a fourni plus de 8,6 millions de doses de vaccin contre la rougeole et a organisé la réponse à l'épidémie dans huit provinces durement touchées, vaccinant plus de 1,4 million d'enfants. La plus récente s'est achevée le mois dernier au Kasai central, où plus de 210 000 enfants ont été vaccinés.

Deux doses de vaccin contre la rougeole sont recommandées et, selon l'Organisation Mondiale de la Santé, environ 95% de la population doit être vaccinée pour assurer une immunité complète et prévenir les épidémies. Or, en RDC, la couverture vaccinale contre la rougeole n'était que de 57% en 2018. Le Gouvernement se prépare à lancer avec tous ses partenaires sa prochaine campagne nationale de vaccination de suivi le 22 octobre, qui vise à vacciner les enfants de 6 mois à 5 ans contre la rougeole dans chaque province.

Séminaire députés et ministres provinciaux :

Cette semaine a lieu à Kisangani le premier séminaire d'un vaste programme de renforcement des capacités des députés et ministres provinciaux. Organisé grâce à l'appui technique du Programme des Nations Unies pour le développement, ONUFemmes et le Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme, ces assises mobilisent près de 160 participants dont les députés, Gouverneurs et ministres provinciaux de la Tshopo, l'Ituri, les Haut et Bas-Uélé. Les 26 provinces du pays bénéficieront à terme de ce programme destiné à assurer la promotion du développement économique et local des provinces.

Volontaires des Nations Unies :

Le Coordinateur Exécutif du Programme des Volontaires des Nations Unies, Olivier Adam, sera en visite en République démocratique du Congo la semaine prochaine, du 20 au 25 octobre. Il se rendra à Kinshasa et Goma pour rencontrer les Volontaires des Nations Unies et les partenaires du programme tels que la MONUSCO et les agences du Système des Nations Unies. En République démocratique du Congo, 415 Volontaires des Nations Unies, dont 33% de femmes, travaillent en appui à la MONUSCO, aux Agences, Fonds et Programmes des Nations Unies, ainsi qu'au sein de la Coordination pour la Réponse à l'Urgence Ebola.

Ebola :

Le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Dr. Tedros Adhanom Gebreyesus, réunit ce vendredi 18 octobre le *Comité d'urgence* du Règlement sanitaire international sur le virus Ebola en République démocratique du Congo.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

L'épidémie d'Ebola a été déclarée « urgence de santé publique de portée internationale » le 17 juillet dernier. Le Comité se réunit pour déterminer si la situation constitue toujours une telle urgence et évaluer les recommandations mises en place pour venir à bout de l'épidémie. Son avis sera rendu public immédiatement après la réunion.

Situation militaire :

(Par le lieutenant-colonel Claude Raoul DJEHOUNGO, porte-parole militaire de la MONUSCO)

La situation militaire se caractérise de façon générale par une baisse remarquable de la tension au cours des trois semaines écoulées. La province de l'Ituri, le territoire de Beni et la région du Massi dans le Nord Kivu demeurent l'épicentre des activités de la Force de la MONUSCO. Les récentes attaques menées par les groupes armés sont assimilables à des soubresauts d'orgueil en réaction aux nombreuses opérations lancées par les FARDC qui progressivement reprennent l'initiative sur l'ensemble de la région.

Sur le plan opérationnel, les principales informations sur la situation sécuritaire des trois semaines écoulées dans les différentes provinces se présentent comme suit :

Dans la province de l'Ituri, la situation sécuritaire est marquée par de multiples attaques orchestrées par des individus non identifiés contre les civils et les personnels des FARDC. Depuis la fin du mois de septembre à ce jour, on ne dénombre pas moins de 15 attaques dont 5 étaient contre les civils. L'objectif de ces attaques était soit de saisir des armes et des munitions, soit de se ravitailler en vivres, médicaments et autres denrées de tout genre par le pillage de boutiques. La Force de la MONUSCO, outre les déploiements entrant dans le cadre de la protection des civils, intensifie la coordination avec les FARDC en vue d'obtenir la reddition des combattants des groupes armés.

Dans le territoire de Beni, la situation est quasi identique. En témoigne l'attaque perpétrée le 10 octobre 2019 par les ADF contre les FARDC sur la position de Mutare (50 km au nord-est de Beni), et celle dirigée contre un camion de transport le 14 octobre par les mêmes ADF à Mukoko. D'autres attaques qui ont eu lieu les 7, 8 et 9 octobre sur des positions des FARDC respectivement à Maleki (9 km à l'ouest de Oicha, Kitchanga (12 km à l'est de Beni) et au PK 15 (environ 13 km au nord-est de MRAW), sont attribuées aux mêmes ADF. La Force de la MONUSCO, dans le cadre de la protection des civils a installé une nouvelle base de déploiement temporaire dans la localité de Kabasha ; l'objectif de ce nouveau déploiement est de prévenir l'action des groupes armés, de protéger les équipes de réaction contre la maladie à virus Ebola et de favoriser la reprise des activités socio-économiques.

Dans le reste de la province du Nord-Kivu, après une accalmie d'environ deux semaines, des affrontements ont éclaté entre les groupes MM Nyatura, la coalition APCLS et FDLR d'une part et, le groupe NDC/R de l'autre. Ces affrontements ont été suivis par le déclenchement des opérations des FARDC contre les groupes armés opérant dans la région. L'action de la Force de la MONUSCO a consisté à éviter autant que possible les attaques des groupes armés contre les populations civiles.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 890 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Dans la province du Sud-Kivu, la situation est caractérisée par des attaques perpétrées contre les civils et des affrontements intercommunautaires. Ainsi, des populations civiles fuyant ces affrontements se sont déplacées vers la base de déploiement de Mikenge pour se mettre à l'abri.

Hier 15 octobre 2019, des affrontements ont éclaté entre des Mai-Mai et les Twigwaneho du village Kalonge (15 km environ à l'est de Minembwe). Les informations reçues font état du fait que les Mai-Mai voudraient venger leur ancien Chef de village qui aurait été assassiné en complicité avec le chef du village Ilundu. En réaction à l'attaque des Mai-Mai, une opération des FARDC a été déclenchée contre le village de Kalongozi (7 km à l'ouest de la base de déploiement de Minembwe).

La situation est calme depuis ce matin et fait l'objet d'un suivi attentif de la part de nos unités et de celles des FARDC qui quant à elles sont en attente d'éléments de renfort avant la fin de la journée.

Dans la région des Kasai, la situation sécuritaire qui y prévaut relève davantage des forces de sécurité que de celles de la défense. Il existe certes quelques sources de tension en raison des difficultés générées par l'installation des sites des personnes retournées ; cependant, la situation est globalement stable.

Au titre de la coopération civilo-militaire, le renforcement des capacités des jeunes au travers de formations de qualification se poursuivent. Le ravitaillement en eau potable et l'installation d'infrastructures pour la fourniture de l'énergie électrique se poursuivent également dans plusieurs régions.

Enfin, les pourparlers et moult initiatives de sensibilisations continuent de favoriser la reddition de combattants de divers groupes armés qui, revenant à la raison, se rallient à la cause de la paix. Ainsi, au cours de ce mois d'octobre, un total de **31** éléments parmi lesquels trois enfants-soldats se sont rendus à la MONUSCO et aux FARDC. Ils sont actuellement pris en charge par la section **Désarmement, Démobilisation, Rapatriement, Réintégration et Réinsertion (DDRRR)** de la Mission en vue de leur réinsertion.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28